

## Langues vernaculaires et aménagement linguistique au Soudan

Catherine Miller  
CNRS-Centre Jacques Berque

### Abstract

The paper describes the past and present attempts aiming at the promotion and standardization of non-Arabic Sudanese vernacular languages. It focuses on the main actors (state, churches, NGOs) and their main achievements. Promotion and codification of vernacular languages started in Southern Sudan during the Colonial era and were mainly undertaken by the Christian Missionaries. These attempts were highly supported by the Colonial state with the wish to halt the spread of Arabic and Islam in the southern part of the country. After Independence, the promotion and codification of vernacular languages in Southern Soudan had knew different phases according to the political context. Since 2005, all Sudanese languages are recognized as national languages and this led to a completely new legal context. Promotion of Sudanese languages is not restricted to Southern languages and is not only in the hand of the Christian Churches. The plurality of actors led to a high diversity of codification and writing systems.

La situation linguistique du Soudan est complexe, avec environ 120 langues répertoriées dans l'ensemble du pays.<sup>1</sup> Ce qui n'est pas sans poser d'importants défis tant pour la description linguistique de ces langues que pour leur codification et promotion. On retrouve des problématiques et dynamiques partagées par de nombreux autres pays. C'est sous l'administration coloniale, et pour répondre à des impératifs idéologiques et politiques que furent mises en place les premières tentatives de codification et promotion de plusieurs grandes langues soudanaises non arabes dans le sud du pays. L'indépendance fut marquée par l'influence de l'idéologie pan-arabiste qui marginalisa toutes les langues non arabes pendant plusieurs décennies. Suite à de longs conflits armés, et sous la pression de mouvements militants pour la défense et la promotion des cultures soudanaises africaines, le gouvernement soudanais a fourni le cadre légal permettant en théorie la réhabilitation partielle de ces langues et de ces cultures d'abord pour le sud-Soudan (1972) puis pour l'ensemble du pays (2005). Si la défense des langues vernaculaires soudanaises est devenue un discours politiquement correct, repris par

---

<sup>1</sup> Les estimations varient entre 106 langues (Tucker & Brian, 1956), 117 (Abu Bakr et Hurreiz, 1984) ou 134 sur le site Ethnologue.

la plupart des formations politiques aujourd'hui, leur codification et leur aménagement réel soulèvent d'immenses problèmes techniques mais également idéologiques qui échappent difficilement aux pièges de l'instrumentalisation politique.

Une des grandes caractéristiques du Soudan est la division nord-sud du pays, qui implique et implique encore des temporalités, des politiques et des acteurs différents. De 1930 au début des années 2000, la question de l'aménagement/promotion des langues soudanaises non-arabes ne concernait essentiellement que le sud-Soudan et impliquait principalement (mais pas exclusivement) les institutions et associations chrétiennes. Depuis la fin des années 1990-début des années 2000, la défense et la promotion des langues vernaculaires concernent l'ensemble des groupes non-arabophones, quelle que soit leur appartenance religieuse et quel que soit leur degré de proximité avec la langue arabe. Se pose alors la question du choix des alphabets, dans un climat de contestation de la domination culturelle et politique « arabe ». Si la majorité des acteurs ont opté pour les caractères latins, certaines institutions gouvernementales ont essayé de promouvoir les caractères arabes.

La promotion/aménagement des langues soudanaises non arabes n'est pas un processus linéaire et a impliqué de nombreux acteurs, œuvrant tantôt dans un cadre légal, tantôt dans un cadre associatif militant parfois à la lisière de la clandestinité, d'où l'importance de prendre en considération la fluidité des pratiques et des positions.

Le bref panorama qui va suivre n'a aucune prétention à l'exhaustivité, vu l'ampleur du sujet. Il se focalisera principalement sur le cadre institutionnel et les principaux acteurs de l'aménagement linguistique au Soudan tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle. Je n'aborderai pas l'histoire des langues soudanaises, même si celle-ci a évidemment une incidence sur leur statut actuel. Les seules langues écrites attestées avant l'arabe l'ont été dans le nord du pays, dans l'Antiquité et le Moyen Age : égyptien ancien, copte, méroïtique (3<sup>ème</sup>-7<sup>ème</sup> s.) et « old nubien » (langue officielle des royaumes chrétiens nubiens écrite en caractère gréco-copte entre le 8<sup>ème</sup> et le 14<sup>ème</sup> siècles) et elles ont ensuite totalement disparu. A partir du XV<sup>ème</sup> siècle, la langue arabe s'est peu à peu diffusée et imposée comme langue de communication, de pouvoir et d'érudition dans les royaumes musulmans du centre nord. Même si certains royaumes étaient bilingues, l'arabe était la principale langue écrite de toute la zone musulmane. Dans les régions non musulmanes, la culture était restée majoritairement à tradition orale et il n'y a pas de traces écrites des langues locales jusqu'au XIX-XX<sup>ème</sup> siècle.

## **L'acte fondateur : La conférence de Rejaf en avril 1928**

Après la (re)conquête du Soudan par les Britanniques en 1898, et leur allié égyptien, le Soudan fut administrativement divisé en deux grandes entités, le nord considéré comme majoritairement arabe et musulman et le sud qui allait devenir

une terre de prédication chrétienne<sup>2</sup>. Les premières années de la reconquête anglo-égyptienne du Soudan (1898-1928) se sont caractérisées par l'absence d'une politique linguistique précise, que ce soit au nord ou au sud du pays (Sanderson, 1981 ; Beshir, 1968 & 1969). De nombreuses missions s'installèrent au sud-Soudan et l'administration coloniale leur confia le domaine de l'enseignement. L'enseignement public ou privé au sud-Soudan était extrêmement réduit et se limitait principalement à un enseignement de base (primaire et formations professionnelles). Les différentes institutions missionnaires se partageaient la région. Aucune coordination n'existait entre ces différentes missions qui avaient commencé, chacune de son côté, à utiliser les langues vernaculaires dans un but pédagogique et missionnaire.

La conférence de Rejaf en 1928 est à l'histoire moderne soudanaise ce que le Dahir berbère est au Maroc ! Elle institutionnalise la séparation politique, culturelle et linguistique du nord et du sud Soudan dans le contexte de la très fameuse *Southern Policy* progressivement mise en place par la colonisation britannique à partir de 1924 et officialisée par le *Closed District Order* en 1929 (Beshir 1968). Au niveau linguistique et culturel, il s'agissait de tout mettre en œuvre pour marginaliser l'emploi de la langue arabe et freiner l'expansion de l'islam dans le sud du pays. L'objectif à long terme étant une séparation de fait des deux régions et le rattachement du sud-Soudan à la région des grands lacs. C'est à ce moment là que fut envisagée la promotion de certaines langues « locales » par le pouvoir colonial. La conférence regroupa des représentants du gouvernement colonial, des missionnaires venus du Congo et de l'Ouganda et des experts linguistiques de l'*International Institute of African Languages and Culture* comme le professeur Diedrich Westermann, spécialiste des langues nilotiques et maître d'œuvre du volet linguistique (Abdelhai, 2008 : 177).

Le but de la Conférence était les suivants (Beshir, 1968 : 44) :

1. To draw up a classified list of languages and dialects spoken in the southern Sudan ;
2. To make recommendations as to whether a system of group languages should be adopted for educational purposes, and if so, which these languages should be selected, for the various areas ;
3. To consider and report as to the adoption of a unified system of orthography ;
4. To make proposals for co-operation in the production of text-books; and the adoption of skeleton grammars, reading book, and primers for general use.

La résolution finale recommandait la sélection de 6 groupes de langues (dinka, bari, nuer, Lotuko, shilluk et zande) pour l'enseignement dans les écoles élémentaires. Pour les autres langues, considérées comme trop minoritaires, la résolution envisageait soit une alphabétisation dans un autre vernaculaire soit en arabe

---

<sup>2</sup> Pour les lecteurs qui ne connaissent pas l'histoire soudanaise, il faut rappeler que tout au long du XIXème siècle le sud du Soudan a servi de réservoir d'esclaves à grandes échelles, ce qui n'a pas été sans laisser des traces durables qui expliquent en partie le conflit nord-sud et le rôle des missions chrétiennes dans cette région.

dialectal écrit en caractère latins<sup>3</sup>. La classification des langues soudanaises, commencée par Westermann (1911), fut poursuivie par les linguistes A. N. Tucker et M. A. Bryan (1934, 1948, 1956). Les langues furent ensuite regroupées en grands groupes et six grandes langues furent choisies pour être codifiées, écrites et enseignées. La transcription des langues soudanaises devait se faire en caractères latins. L'application des résolutions de la conférence de Rejaf fut difficile car des langues importantes avaient été exclues (cinq langues furent ensuite rajoutées) et de nombreuses régions plurilingues n'acceptaient pas forcément l'imposition d'une seule langue. Malgré la formation d'un Textbook Committee, supervisé par A. N. Tucker qui devait veiller à la coordination des descriptions entre les différentes missions, l'élaboration d'une orthographe standard pour chaque langue sélectionnée ne fut pas toujours résolue.

Cette politique a initié le développement de recherche linguistique africaniste au Soudan tant par les missionnaires<sup>4</sup> que par des administrateurs et des linguistes ainsi que la publication de petits matériaux pédagogiques, qui allaient se maintenir jusque dans les années 1970 et faire le lien avec les expériences actuelles. La plupart des « readers » étaient établis sur des textes bibliques. Les ouvrages sur la classification des langues soudanaises de Brian et Tucker ont servi de base à des classifications ultérieures comme celles de Greenberg (1963). La Bible ou des parties d'évangiles commencèrent à être traduites en plusieurs langues sud soudanaises pour permettre l'évangélisation des fidèles, opération qui se poursuivit sans faille jusqu'à nos jours.

En marge de la conférence de Rejaf, quelques linguistes ou hauts fonctionnaires britanniques entreprirent de décrire les principales langues soudanaises parlées au nord comme les langues nubiennes (Armbruster, 1960) ou beja (Roper, 1928), etc. Mais ces descriptions ne s'accompagnaient pas de matériel pédagogique (sauf à l'intention des fonctionnaires britanniques comme dans le cas de la grammaire de Roper) et il n'était pas question de promouvoir un enseignement en langues vernaculaires dans les régions musulmanes non arabes du nord. A l'ouest, dans la région du Kordofan, une partie des Monts Noubas fut incluse dans les *Closed Districts* et l'enseignement confié aux missionnaires. Outre des recherches linguistiques (Seligman, 1910 ; McDiarmid, 1931 et surtout Stevenson, 1956), des manuels d'alphabétisation en différentes langues noubas (dont le Nouba-Moro) furent produits et des traductions bibliques comme la traduction du Nouveau Testament en langue moro, publiée en 1956 par la American Bible Society. En conséquence, les langues des groupes noubas non-musulmans ont été mieux décrites que celles des groupes noubas musulmans (N. Quint, 2006).

---

<sup>3</sup> Voir Report of the Rejaf Language Conference, 1928, in Tucker (1934: 31) et Abdelhay (2008).

<sup>4</sup> Une partie des descriptions effectuées par les missionnaires a été publiée par la mission des Verona Fathers comme celles de Köhnen (1933), Nebel (1948) Santandrea (1946), Spagnolo (1933), d'autres ont été publiées dans des presses universitaires (Crazzolara 1938). Certaines sont restées des manuscrits déposés à la SOAS de Londres (comme celles de Ron Trudinger) et ont été regroupées par la bibliothèque du SIL dans les années 1970-1980 (J. Persson, communication personnelle). Il faut souligner que ces descriptions linguistiques restent jusqu'à présent des ouvrages fondamentaux malgré l'absence de la prise en considération des tons, pour la plupart.

Les impacts de la politique coloniale au sud-Soudan sont connus : formation d'une petite élite sud soudanaise chrétienne et anglophone, taux de scolarité dérisoire comparé au nord-Soudan et développement économique très faible, confortant la domination de l'élite nationaliste nord soudanaise arabophone qui allait prendre la tête du pays à l'indépendance. La diffusion de l'islam a bien été freinée pendant deux décennies (1930-1950) et l'enseignement de la langue arabe prohibée. Cependant, l'arabe véhiculaire (que l'on connaît maintenant sous le terme générique de Juba-Arabic) s'était maintenu et l'anglais n'était l'apanage que d'une minorité éduquée.

## **Le contrecoup 1956-1972**

La politique de *Closed-District* fut abandonnée en 1946, quand il s'avéra que l'indépendance du Soudan était inéluctable et que finalement le sud-Soudan serait réuni au Nord. Pour permettre cette réunification, et sous la pression du mouvement nationaliste nord-soudanais, certains fonctionnaires britanniques ou représentants des organisations chrétiennes (Cook, 1955) recommandèrent d'opter pour un enseignement en arabe (et en anglais) dans les écoles sud-soudanaises et en 1949 l'arabe était proclamé langue officielle de l'ensemble du pays. Les langues vernaculaires devaient rester enseignées dans les deux premières années du primaire puis l'enseignement devait se poursuivre en anglais avec un enseignement renforcé de l'arabe.

La politique du gouvernement soudanais à l'indépendance est connue et je ne m'y attarderai pas. Comme dans de nombreux autres pays, les nationalistes nord-soudanais, très proches du pan-arabisme ambiant et considérant que l'unité nationale devait se faire par le biais de l'unité linguistique, optèrent pour une politique d'arabisation (et d'islamisation) du sud-Soudan et refusèrent toute option fédérale. Les missionnaires furent expulsés du sud-Soudan en 1964, les écoles privées furent interdites, des instituts islamiques furent créés, la guerre civile qui avait démarré dès 1956 s'intensifia et provoqua la fuite et l'exil d'une grande partie de la population sud soudanaise soit dans la forêt, soit dans les pays limitrophes. Le système éducatif déjà relativement faible s'effondra en dehors de quelques écoles maintenues dans les grandes villes et optant pour l'arabe. La politique d'enseignement en langues vernaculaires (qui en théorie devait toujours être utilisée dans les deux premières années du primaire) fut abandonnée au sud et absolument pas envisagée pour les régions non-arabophones musulmanes du nord. Elle se maintenait, dans des conditions très précaires dans certaines régions rurales contrôlées par le mouvement sudiste Anyanya et en exil auprès des réfugiés soudanais au Kenya et en Ouganda, auprès des églises et des « parent schools » (Abu Bakr, 1975).

En 1956, un expert égyptien, Dr. Khalil Mohammed Asakir, de l'Université du Caire, fut nommé par le gouvernement pour superviser l'introduction de l'arabe dans le sud. Avec l'éclatement de la guerre civile, Dr Assakir, assisté de Yousif Al-Khalifa Abu-Bakr, se mit à la transcription des langues vernaculaires en caractères arabes avec l'idée que cela faciliterait l'acquisition de l'arabe par les sudistes. Les ouvrages en dinka, zande, bari, moro et latuko écrits en caractères latins furent translittérés en caractères arabes. Deux séries de livres élémentaires (30 ouvrages)

furent également produits en arabe pour l'enseignement primaire et l'alphabétisation des adultes (en arabe dit simple) (Abu Bakr, 1975)<sup>5</sup>. L'expérience fut ensuite abandonnée et a repris en 1993.

Au nord-Soudan, si des mouvements régionalistes se formaient pour réclamer une meilleure répartition des richesses nationales (comme le Front Beja à l'est ou le Front Nouba à l'ouest créés en 1964), les revendications culturelles et linguistiques restaient relativement au second plan. Une seule exception, la communauté nubienne, qui vivait à la frontière du Soudan et de l'Égypte se voyait expropriée de ses terres ancestrales et relogées à des centaines de kilomètres à l'est du pays. La campagne de sauvegarde archéologique de la Nubie allait renforcer la mobilisation culturelle en faisant pleinement prendre conscience aux Nubiens de la richesse de leur patrimoine et leur faire redécouvrir les inscriptions en « Old Nubien ». C'est ainsi que très tôt, à Khartoum comme au Caire, des archéologues ou universitaires nubiens se mobilisèrent pour montrer que la langue nubienne pouvait s'écrire, d'abord en caractères latins et/ou arabes (B. Mitwalli, 1955 et n.d.) puis, à l'initiative de Khalil Mukhtar au Caire, dans les années 1990 en caractères nubiens.

## **Le Nouvel Essor 1972-1984 et l'arrivée du SIL au Sud Soudan**

La première guerre civile se termina par les accords de paix d'Addis-Abeba de 1972, qui avalisaient l'autonomie du sud-Soudan et définissaient une nouvelle politique linguistique pour cette partie du pays. Le *Regional Self-Government Act, Chapter 2, Section 5* stipulait que :

« Arabic shall be the official language for the Sudan and English the principal language for the Southern Sudan, without prejudice to the use of any language or languages which may serve the practical necessity for the efficient and expeditious discharge of executive and administrative functions of the region. »

Une conférence sur l'éducation fut organisée à Juba en 1974 qui reprenait en grande partie les directions de la Conférence de Réjaf de 1930 mais donnait une plus large place à la langue arabe, puisque les écoles pouvaient opter pour des cursus en arabe ou en anglais. Les langues vernaculaires furent divisées en deux groupes. Celles du groupe A devaient être utilisées dans l'enseignement primaire (grade 1-3). Celles du groupe B devaient servir pour les cours d'alphabétisation (Abdelhay, 2008 : 200). En 1977, le Ministère de l'éducation de la Région sud-soudanaise signait un accord de coopération avec le *Summer Institute of Linguistics* (SIL) pour permettre la mise sur pied de cette politique d'enseignement des langues vernaculaires et en 1978, l'Institut des Langues Régionales (IRL) fut créé à Méridi (ouest-Equatoria) pour permettre la formation linguistique des enseignants et la production de matériel pédagogique dans neuf langues soudanaises qui avaient déjà été enseignées pendant la période coloniale : bari, dinka, nuer, zande, latuko, kresh, luo, moru et ndogo. Le ministère autorisa les linguistes du SIL à travailler sur d'autres langues afin de les décrire et aider les églises locales à traduire la Bible. 15 autres langues furent ainsi sélectionnées : murle, toposa, didinga, mündü, baka, avokaya, jur-mödö, banda, belanda-viri, belanda-bor, madi, mabaan, juba-arabic,

---

<sup>5</sup> Je remercie A .A. Abu Manga pour m'avoir transmis ces informations.



shilluk et morokodo. Pour certaines de ces langues, les linguistes du SIL travaillaient comme expert pour les églises locales (cas du maaban, où le projet était dirigé par la Sudan Interior Church, J. Persson, c.p.).

Le SIL est une institution internationale évangélique dont le siège est basé à Dallas, Texas, spécialisée dans la traduction des Evangiles dans de nombreuses langues du monde et, au Soudan. Ils participèrent également à cette activité, tantôt sous l'aile d'une église locale, tantôt par eux-mêmes. Même si la composante missionnaire fut et reste indéniable, les linguistes du SIL ont joué et jouent encore un rôle actif dans la description des langues sud-soudanaises, en particulier sur le plan phonologique. Bien formés en linguistique africaniste, ils participent aux rencontres internationales de linguistique africaine comme celles de la Nilo-Saharan Society et sont en contact étroit avec tous les linguistes africanisants actuels. Le site du SIL fournit par ailleurs des outils de descriptions et d'analyses linguistiques gratuits utilisés par de très nombreux linguistes. La présence du SIL a également aidé à la formation de linguistes soudanais comme E. Yokwe qui travailla sur sa langue maternelle le bari avec des membres du SIL (1981) avant de produire une thèse aux USA (1985).

A la veille de la reprise de la guerre civile au sud Soudan (1982), l'application des accords d'Addis-Abeba restait cependant extrêmement limitée, en ce qui concerne la promotion des langues vernaculaires. Dans les villes, la mixité et la diversité ethnique et linguistique rendaient fort difficile un enseignement et un usage des langues vernaculaires. Dans les zones rurales, le personnel compétent manquait et les infrastructures étaient dérisoires. Beaucoup d'écoles qui étaient supposées appliquer un enseignement en langues vernaculaires n'avaient pas les moyens concrets de cette politique. A partir de 1984, et l'intensification de la guerre, les membres du SIL se replièrent à Juba et poursuivirent leur travail de description linguistique mais la guerre allait provoquer un très important mouvement d'exode des populations sud soudanaises vers le nord Soudan ou les pays limitrophes. En 1988, le SIL dut quitter le sud-Soudan et continua son travail de description linguistique au Kenya, en Ouganda, au Zaïre et à Khartoum auprès des communautés réfugiées. Le coup d'état islamique de 1989 allait mettre un terme à toute activité officielle de développement des langues soudanaises à partir de 1991 et rompre l'accord avec le SIL.

Entre 1977 et 1987, le SIL avait publié des livrets pédagogiques pour 5 des 9 langues couvertes par l'Institut des Langues Régionales (J. Persson, c.p.). La liste des publications du SIL<sup>6</sup> indique qu'entre 1981 et 1988, la majorité des publications du SIL (livres d'orthographe, livrets d'alphabétisation et articles dans la revue du SIL, *Occasional Papers in the Study of Sudanese Languages*) concernait principalement les langues d'Equatoria et du Bahr el Ghazal (environ 10 livrets d'alphabétisation, 23 *readers* et 23 articles scientifiques). A partir des années 1990, les publications du SIL incluent beaucoup plus les langues nilotiques de l'Upper Nile (dinka, nuer, shillouk, etc.) ainsi que d'autres langues du Bahr al Ghazal, des Monts Noubas et du Nil Bleu. Soulignons enfin que le SIL a également publié une méthode sur l'arabe du sud-Soudan (Watson, 1984) et une autre sur l'arabe du Nord Soudan (Persson, Persson et Hussein, 1980).

---

<sup>6</sup> [http://www.ethnologue.com/show\\_country\\_bibl.asp?name=SD](http://www.ethnologue.com/show_country_bibl.asp?name=SD)

Bien que le SIL ait été appelé au Soudan par le Ministère de l'Éducation soudanais pour la compétence de ses experts, son approche se veut « community-based » dans le sens que ce sont les membres de la « communauté » qui doivent s'impliquer dans la description de cette langue, et surtout choisir quelle variété de langue ils veulent promouvoir. Cette approche « communautaire » semble s'être développée à partir des années 1990, pour faire face aux difficultés institutionnelles et encourager les locuteurs à s'investir davantage dans la promotion de leurs langues (voir *infra*).

En dehors du SIL et du sud, la recherche linguistique africaniste a connu un certain fleurissement dans l'ensemble du Soudan entre 1972 et 1986. L'Institut d'Études Afro-Asiatiques (IAAS) fut créé à Khartoum en 1972, avec un département dédié à l'étude des langues africaines, en particulier soudanaises. Outre de nombreux recensements linguistiques, l'IAAS publia quelques descriptions phonologiques ou morphologiques (sous forme de mémoires de Master ou de publication) entrepris par des linguistes soudanais et des ouvrages de littératures orales (Adrob, 1984). De nombreux linguistes occidentaux travaillèrent sur les langues du Darfour (Thelwell, 1981 ; A. Jakobi, 1990 ; Edgar, 1989 ; etc.), du Kordofan (Schadeberg, 1981a&b ; Stevenson, 1984.), et sur la classification des langues nilotiques du sud (Rottland, 1982 ; Vössen, 1982 ; etc.). C'est également pendant cette période que l'association internationale des études nilo-sahariennes a été créée permettant de rassembler l'ensemble des spécialistes de ces langues.

L'ensemble de ces travaux a apporté des avancées importantes dans la description des langues (en particulier au niveau phonologique et supra-segmental, tons, etc.) et a permis de revisiter les classifications précédentes (en particulier celles de Greenberg). Mais les besoins sont tellement importants que pour de nombreuses langues l'identification des différentes variétés dialectales n'est toujours pas réglée, les variétés dialectales étant souvent associées aux catégorisations ethniques ou régionales et se pose la question de l'intercompréhension entre les différentes variétés regroupées sous une même langue comme dans le cas des parlers dinkas. L'enthousiasme qui avait présidé à la création de l'Institut d'Études Afro-Asiatiques s'est vite essoufflé et, faute de moyens humains et matériels, n'a pas permis de soutenir la promotion des langues soudanaises dans un contexte politique qui devenait de plus en plus hostile à partir des années 1984.

## **Les années de résilience 1984-2005**

La période 1984-2005 est marquée par trois dynamiques antagonistes :

- a) Une politique gouvernementale mise en place par le pouvoir islamiste optant de nouveau pour une arabisation et une islamisation renforcées y compris au niveau de l'enseignement universitaire à partir de la réforme de l'enseignement mise en place en 1990 (Bredlid, 2006). Cette politique d'arabisation s'inscrivait par ailleurs dans un long courant de résolutions adoptées par le Nord Soudan depuis 1965 (Abdelhay, 2000 : 160).
- b) Une mobilisation croissante pour la défense des langues et cultures non-arabes non seulement de la part des groupes sudistes, mais également de plus en plus des groupes non-arabes du nord-Soudan, cette mobilisation s'inscrivant dans une prise



de conscience favorisée par la lutte politique et la résistance armée dirigées par le SPLM/A (Sudanese People Liberation Movement/Army) et symbolisées par le « New Sudan Discourse ».

c) La mise en place d'un enseignement aligné sur les curriculum ougandais et kenyan dans les zones sudistes sous contrôle SPLA et dans les camps de réfugiés. Se déroulant dans des conditions extrêmement précaires au sud, cet enseignement avait dans la plupart des cas abandonné l'idée d'enseigner en langue vernaculaire et se déroulait en anglais (Yongo-Bure, 2006 ; Breidlid, 2006).

En ce qui concerne la politique gouvernementale, il faut souligner les écarts entre certaines résolutions et les pratiques effectives. Ainsi, dès 1989, le régime organisait the *National Dialogue Conference for the Problems of Peace* et émettait une résolution concernant l'aménagement linguistique et les politiques éducatives dans laquelle le gouvernement était supposé soutenir les initiatives des groupes ethniques souhaitant promouvoir leur langue. Cette résolution n'a pas été appliquée et la nouvelle politique se traduisait, dans les faits, par un recul très net de l'anglais et une absence totale de soutien à la promotion des langues vernaculaires (A. A. Abu Manga, 2007). Le gouvernement mettait aussi en place en 1991, à la radio de l'Unité Nationale (Radio Omdurman), des programmes en swahili et haoussa, en Juba-Arabic et dans quelques langues nilotiques soudanaises (nuer, dinka, shillouk) dans un but de propagande pro-gouvernementale (Abu-Manga, 1995). Ce qui indique que, même dans ses moments les plus « arabistes », le gouvernement de O. Bechir a su se servir des langues vernaculaires pour faire passer son message, une initiative qui sera reprise dans un contexte totalement différent par la radio des Nations Unies (Radio Miraya) pour faire circuler l'information sur les modalités de l'accord de paix et sur les enjeux du référendum sur l'autodétermination du Sud prévu en 2010. Reprenant le projet initié en 1956, le Professeur Yusif Khalifa Abu Bakr dirige un projet d'écriture des langues africaines en caractère arabe. Ce projet soutenu par ISESCO depuis 1993 est hébergé par l'Université Internationale de Khartoum et continue de nos jours.

Alors que l'activité du SIL était officiellement arrêtée dans le sud du pays, c'est paradoxalement à Khartoum, autour des populations déplacées par la guerre civile, que l'activité d'alphabétisation en langues vernaculaires se poursuivait, sous l'aile de l'Eglise Episcopale du Soudan (L. Gilley, 2006). Privé du soutien gouvernemental et d'une partie de ses experts, le SIL allait opter pour une politique de « développement linguistique par le bas » (*Linguistic Development at the Grassroots Level*), répondant à la demande des réfugiés et déplacés et des églises voulant s'organiser pour poursuivre ou développer l'alphabétisation dans les langues maternelles et également le catéchisme en langues vernaculaires. Initiée en 1992 par un petit groupe de sudistes revenant du Kenya, une stratégie de *language groups* s'élabora progressivement. Un « language group » était constitué de quelques personnes d'un groupe ethnique ou linguistique donné prêtes à consacrer une partie de leur temps à apprendre à décrire leur langue en vue d'élaborer des manuels. Des ateliers (*Sudan Workshop Program SWP*) furent créés pour établir a) une orthographe et b) des programmes d'alphabétisation, de traduction biblique et d'écriture de récits basés sur des histoires orales (Gilley, *op. cit.*). Ces ateliers s'appuyaient sur l'expertise des rares membres du SIL encore présents (ou en visite ponctuelle) mais étaient gérés par les locuteurs natifs de la langue qui choisissaient

quelle variété de leurs langues ils voulaient écrire, quel type d'orthographe ils voulaient appliquer.

Selon J. Persson<sup>7</sup> :

« It is not always up to SIL to make an orthography, but where our members have been involved in devising orthographies for previously unwritten languages, they have tried to take note of what is being done in other languages in Sudan, but with the great diversity of languages in Sudan it has not proved possible to have complete standardization of symbols used. SIL does not attempt to standardize things like grammar or vocabulary across dialects ».

En 2005, environ trente groupes linguistiques travaillaient ainsi sur leurs langues et avaient produit des abécédaires, des petits livres d'histoire et parfois des descriptions dialectales et des petits dictionnaires (Gilley, 2006). Cependant dans les années 1990-2000, la situation matérielle des réfugiés était extrêmement difficile et l'activité des groupes linguistiques se heurtait parfois à l'indifférence des membres de leur communauté et à la pauvreté des moyens mis en œuvre qui les empêchaient de réellement progresser. En effet, quand la rédaction d'un ouvrage d'orthographe était réalisée par un groupe linguistique, le SIL imprimait l'ouvrage en 30 exemplaires, puis le groupe devait se cotiser pour trouver les fonds nécessaires à une édition à plus grands exemplaires, ce que très peu parvenaient à faire. La productivité était donc relativement faible et l'efficacité des ateliers reposait essentiellement sur le dynamisme de quelques individus, ce qui en faisait une structure fragile.

Un des effets remarquables de cette activité fut le fait que, bien qu'elle soit placée sous l'aile de l'Eglise Episcopale du Soudan, elle toucha de plus en plus des groupes mixtes (chrétiens-musulmans) ou musulmans du nord Soudan, en particulier les locuteurs des Monts Noubas, dont la région se trouvait en zone de guerre. D'autres groupes musulmans, qui ne pouvaient pas officiellement travailler avec les églises et participer à ces ateliers, s'inspirèrent de ce modèle pour commencer à travailler sur leurs langues comme les Beja, les Fours ou les Zaghawa, s'appuyant parfois sur les travaux effectués par les linguistes occidentaux.

Un autre aspect remarquable est que certains linguistes du SIL et en particulier Leoma Gilley parvinrent à établir des liens durables avec des institutions soudanaises officielles, en particulier l'Institut d'Etudes Afro-Asiatiques de Khartoum, où elle enseigna plusieurs années et où quelques jeunes participants des ateliers s'inscrivirent pour des mémoires en linguistique africaine. Enfin, les rares linguistes européens qui faisaient encore du terrain au Soudan et qui n'avaient aucun lien avec les églises, comme les membres du LLACAN de Paris, travaillaient souvent auprès des membres des communautés réfugiées à Khartoum, et avaient parfois pour informateurs des personnes participant aux ateliers linguistiques du SIL-Eglise Episcopale. Tout ceci, bien sûr, se déroulait sous les yeux du pouvoir en place, qui laissait faire tout en surveillant de près les activités des uns et des autres et en s'assurant que l'ensemble de ces activités restait finalement assez marginal et peu dangereux pour le régime.

---

<sup>7</sup> Communication personnelle, Juin 2009.

Après les années particulièrement difficiles entre 1989-1997, la reconnaissance de la diversité culturelle et linguistique du Soudan devenait peu à peu une réalité incontournable, grâce au combat du SPLA et à l'influence du New Sudan Discourse sur tous les groupes non-arabes du Soudan, quelles que soient leur appartenance religieuse et leur adhésion idéologique. Un phénomène remarquable qui a été peu relevé par les spécialistes des sciences politiques est le fait que des membres de communautés non-arabes pouvaient tout à fait appartenir à un courant politique islamiste et défendre la diversité culturelle et linguistique en se référant par exemple à la fameuse sourate 30 du Coran, Verset 22 (Sourate al Roum).

La reconnaissance de la diversité fut entérinée par un premier décret constitutionnel en novembre 1997 visant à l'installation d'une Assemblée Nationale pour l'Aménagement Linguistique. Dans ce décret, l'arabe est considéré comme la langue officielle et toutes les autres langues sont des langues nationales. Le droit à la diversité est également reconnu par l'article 27 de la Constitution de 1998 qui stipule que « Every sect or group of citizens have the right to keep their particular culture, language or religion, and to voluntarily bring up their children within the framework of these traditions. It is prohibited to impose one's traditions on children by coercion. »

Et c'est surtout entre 1997-2005 que s'est développée une multitude d'initiatives plus ou moins privées, plus ou moins organisées qui formaient une nébuleuse où la plupart des acteurs se connaissaient. La convergence à Khartoum entre des hommes d'église, des linguistes européens ou soudanais, des intellectuels soudanais, des militants associatifs et des individus, quelles que soient les convictions religieuses des uns ou des autres, me paraît être un moment fort de la prise de conscience linguistique, dans un contexte de migration et d'urbanisation qui favorisait le développement de l'arabe au détriment des langues vernaculaires (Miller et Abu Manga, 1992 ; Mugadam, 1998 ; etc.).

Même si la production est restée faible et pouvait sembler dérisoire face à la rapidité de l'acculturation linguistique (plusieurs des participants aux ateliers du SIL reconnaissaient qu'ils ne parlaient qu'arabe en famille, que leurs enfants manifestaient peu d'intérêt pour leur « langue maternelle » et qu'ils considéraient comme des langues vouées à disparaître), cette activité linguistique s'inscrit dans un mouvement culturel plus large.

Cette activité militante de « l'intérieur » fut soutenue et aidée par deux facteurs « extérieurs » :

a) le fait qu'au niveau international, le droit des langues et des cultures « autochtones » était de plus en plus présenté comme un droit humain inaliénable<sup>8</sup> ;

---

<sup>8</sup> La reconnaissance des langues « autochtones » apparaît dès la création de la Société des Nations en 1919, puis elle est reprise par de nombreuses institutions internationales comme l'ILO (International Labour Office) en 1957, La Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones en 1993, la Déclaration du 29 Juin 2006 du Commissariat aux Droits de l'Homme des NU et son acceptation par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 13/09/2007 (Abdelhay 2008 : 179). Voir en particulier l'article 14 de la Déclaration des NU.

(Source : <http://www.ohchr.org/english/issues/indigenous/declaration.htm>)

b) la mobilisation des Soudanais en diaspora qui s'organisaient et militaient activement pour la défense des cultures et langues soudanaises à travers des rencontres, des forums, puis des sites internet en Afrique de l'est, en Europe, en Amérique du Nord, en Australie mais aussi au Caire<sup>9</sup>. Cette activité foisonnante et parfois désordonnée se poursuit de nos jours pour le meilleur et pour le pire.

La fin des années 1980 et la décennie 1990 virent donc un arrêt des politiques d'aménagement des langues vernaculaires au sud et le ralentissement de la production scientifique internationale en linguistique soudanaise puisque la plupart des régions étaient en guerre et qu'il était difficile d'obtenir des permis de recherche. Peu d'ouvrages importants ont été publiés pendant cette période. Cependant les tentatives d'aménagement, de codification et d'alphabétisation se poursuivirent tant bien que mal soit à Khartoum, soit auprès des membres de la diaspora soudanaise. Et surtout le travail sur la langue passa d'un cercle restreint d'experts (linguistes africanistes) à un cercle plus large de militants ou d'individus concernés par le devenir de leur langue. L'activité de « literacy » qui avait été pendant des décennies principalement impulsée par les églises (soudanaises ou internationales) se développait également auprès de groupes musulmans dont la langue d'écriture de référence était l'arabe.

Pour l'heure, la plupart des acteurs ont choisi les caractères latins aménagés pour écrire leurs langues, y compris ceux qui ont reçu une éducation scolaire principalement en arabe. Dans un contexte de contestation de la suprématie et de la domination culturelle « arabe », les caractères arabes sont associés à la langue arabe et de ce fait ne sont pas envisagés pour l'écriture des autres langues, même s'il existait chez les groupes bilingues comme les Béjas une longue tradition d'écrire le béja en caractères arabes. Mais comme dans les pays voisins (Érythrée, Kenya, Ouganda, Congo, Tchad) ce sont les caractères d'origine latine qui sont préférés, d'autant que c'est le système que l'on retrouve dans la grande majorité des descriptions linguistiques.

## **2005 : Le tournant du « Nouveau Soudan »**

Après plus de 20 ans d'une guerre meurtrière, un accord de paix a été signé entre les deux principales formations politiques du pays (le SPLM/A de John Garang pour le sud et NCP de O. el-Bechir pour le nord) en 2004 (le Protocole de Naivasha) et entériné en janvier 2005 par le Comprehensive Peace Accord (CPA). Cet accord qui concerne l'ensemble du Soudan (et pas seulement le sud comme ce fut le cas avec l'Accord d'Addis-Abeba en 1972) inclut une section sur les questions linguistiques :

2.8.1 All the indigenous languages are national languages which shall be respected, developed and promoted.

2.8.2 Arabic language is the widely spoken national language in the Sudan.

---

<sup>9</sup> Ainsi, la Première Conférence de linguistique Beja s'est tenue au Caire les 23-24 septembre 1999. C'est au Caire également que se développaient les tentatives d'écriture des langues nubiennes en caractères old-nubien. C'est en Égypte et en Érythrée que des linguistes travaillaient sur une grammaire pédagogique du beja.

2.8.3 Arabic, as a major language at the national level, and English shall be the official working languages of the National Government business and languages of instruction for higher education.

2.8.4 In addition to Arabic and English, the legislature of any sub-national level of government may adopt any other national language(s) as additional official working language(s) at its level.

2.8.5 The use of either language at any level of government or education shall not be discriminated against.

Les deux faits majeurs de cet accord sont la reconnaissance de l'anglais comme deuxième langue officielle de l'ensemble du Soudan et la reconnaissance de toutes les langues soudanaises comme langues nationales pouvant éventuellement être utilisées comme langues de travail au niveau régional. Les implications de cet accord ont déjà fait couler beaucoup d'encre, dont deux thèses par des jeunes doctorants soudanais (Berair, 2007 ; Abdelhay, 2008) qui en soulignent la difficulté d'application ainsi que les ambiguïtés idéologiques.

L'application la plus immédiate a été le recours à l'anglais comme principale langue d'éducation dans toutes les zones sous contrôle du SPLA, y compris dans les Monts Noubas dès 2002<sup>10</sup> qui étaient jusqu'à présent beaucoup plus arabophones qu'anglophones. Cette politique poursuit les choix du SPLA depuis vingt ans. Le choix de l'anglais et l'adoption de curriculum ougandais et kenyan permettent aux étudiants soudanais de poursuivre éventuellement leurs études en Afrique de l'Est.

La mise en place d'une politique réelle de promotion des « langues indigènes nationales » est beaucoup plus lente, et le fait que toutes les langues locales soient reconnues comme langues nationales ne va pas faciliter les choses. Dans le sud du pays, le SIL a signé un nouvel accord avec le Ministère de l'Enseignement, des Sciences et de la Technologie (MOEST) et deux experts du SIL travaillent dans ce ministère pour réintroduire l'enseignement des langues locales au niveau primaire. Un Institut des Langues Nationales est prévu par le Ministère et devrait reprendre plus ou moins les attributs de l'ex-IRL des années 1970. A Khartoum, l'Eglise Episcopale du Soudan a son département d'alphabétisation et de traduction et si le SIL semble se retirer de la formule des ateliers, ceux-ci continuent avec d'autres institutions comme par exemple la Bible Society pour la communauté Moro (Noubas) dans le cadre du *Moro Literacy Project*. Selon le site de la Bible Society, il y aurait de nombreuses classes d'alphabétisation en langue moro, à la fois à Khartoum et dans les monts Noubas, ainsi que la formation de plus de 50 professeurs et la production de nombreux ouvrages (Bible mais également histoire et traditions locales)<sup>11</sup>. Au niveau officiel, un *Committee for Promotion and Development of National Languages* a été créé dès 2005 sous la direction de la Présidence de la République, il avait des objectifs ambitieux concernant la sauvegarde, la collecte, la traduction, la promotion, la standardisation, etc. des

---

<sup>10</sup> Un accord intérimaire de Paix avait été mis en place dans les Monts Noubas dès 2002 sous contrôle des Nations Unies qui a pavé la voie à l'accord global.

<sup>11</sup> The Bible Society, "Changing Lives through Literacy"  
<http://www.absrecord.com/assets/changing-lives-through-literacy>

langues nationales (Abu-Manga, 2007). Un point important est que l'écriture des langues orales doit se faire dans l'alphabet choisi par les locuteurs de la langue (Abu-Manga p.c. Juillet, 2009). Jusqu'en 2008, il ne semble pas que ce comité ait pris des résolutions importantes et concrètes. En 2009, la présidence de ce comité a été confiée au linguiste africaniste A.A. Abu Manga, directeur de l'Institut des Etudes Afro-Asiatiques de Khartoum. Une des très grandes ambiguïtés de ce comité est qu'il est issu des accords de Paix entre le sud et le nord qui prévoient une période intérimaire (2005-2011) à l'issue de laquelle le Sud devrait décider par référendum s'il veut devenir indépendant ou rester dans la fédération soudanaise. Comme souligné par A.A. Manga, si le sud se sépare du nord, il y a fort à craindre que la politique de promotion des langues vernaculaires ne soient plus du tout à l'ordre du jour dans le nord (Abu-Manga, 2007).

Quelle que soit l'incertitude politique actuelle, l'heure est à une certaine mobilisation rendue possible par le cadre légal. Cependant les choses vont très doucement et il est évident que les questions linguistiques ne passent pas en priorité. Les recherches linguistiques semblent retrouver un nouveau souffle, grâce à des financements internationaux, que peuvent attirer des programmes portant sur les langues en danger (*Endangered languages*). La plupart de ces programmes établissent une coopération entre des Universités occidentales, des linguistes soudanais et parfois des linguistes du SIL<sup>12</sup>. On voit bien ici que les activités présentes s'appuient sur tout le réseau construit (en silence) dans les années 1990-début 2000. Des recherches se poursuivent également auprès des Soudanais en diaspora, comme en Australie, où l'enseignement de la langue dinka (langue nilotique du sud) a suscité des recherches sur la diversité dialectale de cette langue et la formation d'un Institut de Langue Dinka<sup>13</sup>. Au Tchad, et là encore en contact avec le SIL, des membres de la communauté Zaghawa ont proposé un système d'écriture spécifique pour la langue beria (langue saharienne parlée à la frontière soudano-tchadienne), basé sur les marques qui servaient à identifier les chameaux. Ce système d'écriture, qui aurait été créé en 1972 par Adam Tagir, un instituteur dans les années 1980 (Norein, 2003), a été réadapté et mis en ligne par le SIL<sup>14</sup>. Le site indique que :

« This alphabet is built around a sampling of the markings on livestock (especially camels) within the Zaghawa Beria language region of western Sudan and eastern Chad. It is an idea that has its origins in the work of a Sudanese schoolteacher, who developed the first version of this over 25 years ago. The script has since been better adapted to the Zaghawa Beria language by Siddik Adam Issa, and he has

---

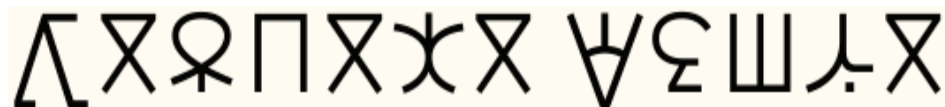
<sup>12</sup> Ainsi l'Université d'Edinburgh développe-t-elle depuis 2007 des projets portant sur la description des langues dinka et shillouk, ainsi que la production de *readers*. Parmi les membres de ce projet on retrouve des linguistes du SIL comme Leoma Gilley et et Eilen Browne ([http://www.ling.ed.ac.uk/nilotic/nilotic\\_projects.shtml](http://www.ling.ed.ac.uk/nilotic/nilotic_projects.shtml)). Le Dr A.R Mugadim, chef du département de linguistique de l'Université de Khartoum et plusieurs de ses collègues participent à un projet sur les langues nouba initié par le Professeur Dimendaal de l'Université de Cologne (Allemagne) et financé par la Fondation Volkswagen pour les Langues en Danger. (<http://www.uni-koeln.de/phil-fak/afrikanistik/forschung/forschungsprojekte/tima/index.html>), etc.

<sup>13</sup> Voir <http://home.vicnet.net.au/~agamlong/dlia/index.en.html>.

<sup>14</sup> [http://scripts.sil.org/ZaghawaBeria\\_Home](http://scripts.sil.org/ZaghawaBeria_Home)



found a great enthusiasm by the people for what he has put together. This font was designed by Seonil Yun, a volunteer, in cooperation with SIL International and the Mission Protestante Franco-Suisse au Tchad ».



Jusque dans les années 2000, il y avait peu de données sur la langue beri-zaghawa. Depuis, la linguiste allemande Angelika Jakobi a publié plusieurs ouvrages et articles, une thèse a été soutenue à l'Université Internationale Africaine de Khartoum (Ali, 2005) et le linguiste soudanais, Osman Norein Suleiman, de l'Université d'El Fasher travaille également sur cette langue dans ses aspects phonologiques et littéraires (Norein, 2006). On trouve également un dictionnaire en ligne (en caractères latins) proposé par l'Association for the Promotion of the Beria Language (<http://www.zaghawa.org/>)<sup>15</sup>.

Les exemples d'initiatives individuelles, associatives et institutionnelles pourraient remplir des pages entières et donner l'impression d'une intense activité. Mais pour le moment, beaucoup de ces initiatives universitaires ou associatives risquent d'être confrontées à un problème de durabilité. Et comme dans le passé, l'état général de l'instruction au Soudan et dans le sud en particulier ne peut que susciter des doutes sur les chances d'une réelle promotion des langues vernaculaires<sup>16</sup>. Entre les discours militants enthousiastes et la dure réalité du terrain, il y a encore un gouffre et pour l'heure il semble que ce soit essentiellement la langue anglaise qui tire son épingle du jeu, au détriment de l'arabe standard.

Une des différences importantes avec les années 1970, (caractérisées par la relative inefficacité de la politique d'aménagement des langues sud-soudanaises), est l'activisme des communautés soudanaises en diaspora qui bénéficient parfois de conditions matérielles et d'un encadrement universitaire bien meilleurs qu'au sud-Soudan. C'est peut-être d'Australie, du Canada ou des USA que viendront les tentatives les plus abouties d'enseignement et de codification de certaines langues soudanaises. Enfin, la sphère artistique, en particulier la chanson, est un domaine créatif en langues vernaculaires, tant au Soudan qu'en diaspora et contribue fortement à la défense des langues vernaculaires.

---

<sup>15</sup> Le dictionnaire est disponible sur [http://docs.google.com/Doc?id=ddcv7cnt\\_14v9h6cwgr](http://docs.google.com/Doc?id=ddcv7cnt_14v9h6cwgr)

<sup>16</sup> En 2005, une Mission des Nations Unies notait que « The people of Southern Sudan have the lowest access to primary education in the world; their gross enrolment ratio (20 percent) is the world's lowest, as is the female to male enrolment (35 percent). Only 2 percent of the population completes primary education and the adult literacy rate is 24 percent. Of the few schools that do exist (there is one school per 1,000 children), only 10 percent are in permanent buildings » (Yongo-Bure, 2006). Yongo-Bure soulignait que les besoins étaient énormes et que les projets de réhabilitation pour les années 2005-2011 prévoyaient la construction de 2500 écoles primaires par an!

## En conclusion

L'histoire de l'aménagement des langues soudanaises « locales » (c'est-à-dire non arabes !) est donc une longue histoire qui, initiée par les églises et les missions, a ensuite été institutionnalisée par le pouvoir colonial, laissant cependant le travail pratique aux missionnaires. Au fil des épisodes politiques et des conflits nord-sud du pays, cet aménagement a eu des périodes plus prospères et des périodes de retrait, mais l'activité de description et d'alphabétisation ne s'est finalement jamais totalement arrêtée même si on a parfois l'impression d'un éternel recommencement. Plusieurs dynamiques/caractéristiques me paraissent importantes :

a) Le fait que cette activité de promotion et d'aménagement soit entreprise autant par des associations que par des linguistes « professionnels », le SIL apparaissant comme un intermédiaire marquant entre ces deux catégories. L'évaluation systématique de cette activité associative et militante reste à faire pour savoir si elle vise surtout à promouvoir des variétés plus dialectales ou des variétés pan-dialectales et si elle prend en considération les données de recherches linguistiques plus « professionnelles ».

b) Le lien plus ou moins fort entre linguistes universitaires animés par le souci de description et les linguistes « missionnaires » animés par le souci de catéchèse et d'alphabétisation. Ce lien est surtout marqué pour les langues sud-soudanaises mais il est intéressant de voir que les nouveaux ouvrages d'alphabétisation produits par le SIL prennent beaucoup plus en compte les spécificités tonales que ne le faisaient les premiers ouvrages des missionnaires. Cependant, le lien n'est pas toujours évident, surtout quand les linguistes optent pour des descriptions s'insérant dans des courants théoriques marqués et peu utiles pour la production d'ouvrage de base<sup>17</sup>.

c) la très grande majorité des tentatives d'écriture ont opté pour les caractères latins, suivant en cela le choix des églises initiatrices du mouvement. A l'inverse, le gouvernement soudanais dans ses phases « assimilationnistes » (1956 et 1990) a essayé de développer la transcription en caractères arabes et on pouvait penser que ce serait cette écriture qui serait choisie par les groupes musulmans scolarisés en arabe. Cependant, on constate que pour deux langues parlées dans des zones 100% musulmanes (Nubie, Dar Zaghawa) des tentatives ont eu lieu pour promouvoir une écriture « autochtone » spécifique même si la plupart des descriptions continuent à se faire en caractères latins. Quel peut être le futur de ces différentes écritures ? Difficile de le prédire.

Une question finale, que je n'ai pas abordée tout au long de cet article, est la question cruciale de savoir si les tentatives d'aménagement des langues vernaculaires auront un effet pratique sur le maintien de ces langues, en particulier pour celles, nombreuses, menacées par la diffusion de l'arabe (Miller, 2006).

---

<sup>17</sup> Ce fut le cas, dans les années 1980, des multiples articles de syntaxes génératives prenant l'exemple de telle ou telle langue soudanaise pour illustrer leur point de vue. Cela peut être également le cas, actuellement pour tous les travaux portant sur la grammaticalisation, qui fort intéressants au demeurant, restent cependant loin des demandes pédagogiques de base...

Quand on écoute ou on lit les acteurs de l'aménagement linguistique, en particulier les membres des églises ou du SIL, on est frappé par cette espèce d'enthousiasme (missionnaire ?) qui semble ne pas douter des progrès en cours... Quand on regarde sur le terrain l'attitude des locuteurs et la force des facteurs socio-économiques, on reste beaucoup plus dubitatif, en tout cas pour les langues parlées au nord Soudan, en particulier en contexte urbain. Cependant, tous les observateurs notent que la mobilisation culturelle et la défense du patrimoine linguistique ne concernent plus uniquement les groupes du sud-Soudan mais bien l'ensemble des groupes non-arabes du Soudan, ce qui devrait permettre au moins le maintien de ces langues si ce n'est leur réel développement. Enfin pour comparer l'incomparable (le Maroc versus le Soudan), on observe qu'au Soudan il n'y a aucune tentative concrète de centraliser les différentes initiatives. Si la paix se maintient au Sud, ce sera peut-être le Ministère de l'Éducation, encore une fois secondé par le SIL qui sera sans doute amené à jouer ce rôle. Mais quatre ans après les Accords de Paix, rien de concret n'a encore été établi du fait de l'énormité du chantier de reconstruction.

## Références bibliographiques

- Abdelhay, A. (2008). "The Politics of Language Planning in the Sudan: The Case of the Naivasha Language Policy." PhD Thesis, University of Edinburg.
- Abu-Manga, A. A. (1995) "Uses of local languages in National Unity Radio - Omdurman (Sudan)". Paper presented at the *3rd Conference on Languages in Sudan*, Khartoum 5-7 Dec. 1995 (in Arabic).
- Abu-Manga, A. A. (2007). "The Indigenous Languages in the Current Post-Civil War Interim Constitution of the Sudan : The Political and the Practical", Paper presented at the *10th Nilo-Saharan Linguistics Colloquium*, 22-24 Aout 2007, Paris
- Abu Bakr, Y. K. (1975). Language and Education in Southern Sudan. In *Directions in Sudanese Linguistics and Folklore*. S. H. Hurreiz and H. Bell (eds). Khartoum, K.U.P.: 13-18.
- Abu Bakr, Y. K., and Hurreiz S.H (1984). "La carte linguistique du Soudan et la situation de la langue arabe" (en arabe), Paper presented at the *1rst International Linguistics Conference*, Khartoum : Institute of Afro-Asian Studies.
- Adrob, M. O. 1984, *Min Turath al Beja*, Khartoum, Institute of Afro-Asian Studies
- Ali, O. A. (2005). "The Sound System of Zaghawa Language." PhD Thesis, Khartoum, Sudan: International University of Africa.
- Armbruster, C. (1960), *Dongolese Nubian. A Grammar*. Cambridge, CUP.
- Berair, A.S. (2007). "Linguistic Politics in Sudan : Issues of Power, Ideology and Cultural Difference." PhD Thesis, Khartoum: Institute of Afro-Asian Studies.
- Beshir, M. O. (1968). *The Southern Sudan: Background to conflict*. London, Hurst.

- Beshir, M. O. (1969). *Educational Development in the Sudan, 1898 to 1956*. Oxford, Clarendon Press.
- Breidlid, A. (2006). "Educational discourses in the Sudan: conflict or coexistence?" in *7th International Sudan Studies Conference*. Bergen: Bergen University (CD Rom).
- Bryan, M. A. (1948). *Distribution of the Nilotic and Nilo-Hamitic Languages of Africa*, London, Oxford University Press.
- Cook, C. L. (1955). "Languages of the Southern Provinces of the Sudan (Govt. printing Office)." *The Bible Translation* 6: 122-127.
- Crazzolaro, J. P. (1938) *A Study of the Acoolli Language, Grammar and Vocabulary*, London: Oxford University Press.
- Edgar, J. (1989), *A Masalit Grammar*, Berlin.
- Gilley, L. (2006) "Linguistic Development at the Grassroots Level in Sudan 1993-2004", *Proceedings of the 7<sup>th</sup> International Sudan Studies Conference*, Bergen, April 6-8 2006
- Greenberg, J. (1963). *The Languages of Africa*. Bloomington: Indiana University Press.
- Jakobi, A. (1990). *A Fur Grammar: Phonology, Morphophonology and Morphology (Nilo-Saharan, 5)*. Hamburg, Helmut Buske.
- Jakobi, A., J. Crass & B. S. Abdoulaye (2004), *Grammaire du beria (langue saharienne)*, avec un glossaire français-beria, Paris, l'Harmattan.
- Kohnen, B. (1923). *Shilluk-German Dictionary*, Khartoum
- Kohnen, B. (1933). *Shilluk Grammar, with a Little English-Shilluk Dictionary*, Verona: Missioni Africane,
- MacDiarmid, P.A. and D.N. (1931). 'The languages of the Nuba Mountains', *Sudan Notes and Records* 14:149-62.
- Miller, C. et A.A. Abu Manga. 1992. *Language change and National Integration, Rural migrants in Khartoum*. Readings-Khartoum: Garnett-Khartoum University Press.
- Mitwalli Badr M. (1955) : *Study in Nubian Language*, Le Caire,.
- Mitwalli Badr M. *Nobiin nog gery. Iqra bi-l-lugha nubiyya*, Khartoum, s.d.
- Mugaddam, A.R.H.. (2002). "Language Maintenance and Shift in Sudan: The Case of Ethnic Minority Groups in Greater Khartoum." PHD Thesis, Khartoum: IAAS, University of Khartoum.
- Nebel, P. A. (1936). *Dinka Dictionary*, Verona; Istituto Missioni Africane.
- Nebel, P. A. (1948). *Dinka Grammar*, Verona: Istituto Missioni Africane.
- Norein Osman, S. (2004). "Phonology of Zaghawa Language in Sudan." in *9th Nilo-Saharan Colloquium at the University of Khartoum*. Khartoum.

- Norein Osman, Suleiman. (2006). "Proverbs and Idiomatic Phrases in Zaghawa Language." in *7th International Sudan Studies Conference*. Bergen, Norway: University of Bergen (CD Rom).
- O' Fahey, R.S., (1980) *States and Society in Darfur*. London: C. Hurst & Cie, LTD.
- Persson A, Persson J. and A. Hussein (1980), *Sudanese Colloquial Arabic for Beginners*, Khartoum, SIL
- Quint, N. (2006) "Do you speak Kordofanian?" *Proceedings of the 7<sup>th</sup> International Sudanese Studies Conference*, Bergen, Norway, CD Rom Bergen
- Rottland, F. (1982) *Die südnilotischen Sprachen. Beschreibung, Vergleichung und Rekonstruktion*, Kölner Beiträge zur Afrikanistik, Band 7, Berlin: Dietrich Reimer-Verlag.
- Roper, E.M. (1928). "Tu Bedawi". *An Elementary Handbook for the Use of Sudan Government Officials*. London, Stephen Austin.
- Sanderson, L. P., et N. Sanderson. (1981). *Education, Religion and Politics in Southern Sudan 1899-1964*. London & Khartoum: Ithaca Press and Khartoum University Press.
- Santandrea, S. (1946). *Grammatica Giur*, Verona: Istituto Missioni Africane.
- Schadeberg, Thilo C. (1981). A Survey of Kordofanian. Vol. 1: The Heiban Group. (Sprache und Geschichte in Afrika, Beiheft 1.) Hamburg.
- Schadeberg, Thilo C. (1981b). A Survey of Kordofanian. Vol. 2: The Talodi Group. (Sprache und Geschichte in Afrika, Beiheft 2.) Hamburg.
- Seligman(n), Brenda Z. (1910/11). 'Note on the language of the Nubas of Southern Kordofan', *Zeitschrift für Kolonialsprachen* 1:167-88.
- Spagnolo, R. F. L. M. (1933). *Bari Grammar*. Verona, Mission Africane.
- Seligman, C. G. and B. Z. (1932/1965) *Pagan Tribes of the Nilotic Sudan*, London: Routledge & Kegan Paul,
- Stevenson, R. C. (1956-57). 'A survey of the phonetics and grammatical structure of the Nuba Mountain languages, with particular reference to Otoro, Katcha and Nyimang', *Afrika und Übersee* 40:73-84, 93-115; 41:27-65, 117-52, 171-96.
- Stevenson, R.C. (1984). *The Nuba People of Kordofan Province*. Khartoum: University of Khartoum.
- Thelwall, R. (1981). Lexicostatistical Subgrouping and Lexical Reconstruction of the Daju Group. *Nilo-Saharan Language Studies*. T. C. Schadeberg and M. L. Bender (eds), Foris Dordrecht: 167-184.
- Tucker, A. N. (1934). "The language situation in the Southern Sudan." *Africa* 8: 28-39.
- Tucker, A. N. and M. A. Bryan (1956). *The non-Bantu languages of North-East Africa*. London, Oxford University Press.

- Vanhove, M. (2006). "The Beja language today in Sudan : The State of the Art in Linguistics", *Proceedings of the 7<sup>th</sup> International Sudanese Studies Conference*, Bergen, Norway, CD Rom Bergen.
- Vossen, R. (1982) *The Eastern Nilotes. Linguistic and Historical Reconstructions*, Kölner Beiträge zur Afrikanistik, Band 9, Berlin: Dietrich Reimer-Verlag.
- Watson, R. (1984), *Juba-Arabic for beginners*, Juba, Summer Institute of Linguistics
- Wedekind, K. et Abuzeinab M. (2004-2005) *Beja Pedagogical Grammar*, Aswan-Asmara
- Westermann, D. (1911). *Die Sudansprachen. Eine sprachvergleichende Studie*, Hamburg
- Westermann, D. (1911b). *A Short Grammar of the Shilluk Language*, Philadelphia and Berlin
- Yokwe, E. M, and B. Hall. (1981). "Bari vowel Harmony: the evolution of a cross-height vowel harmony system." *Occasional Papers in Southern Sudan Linguistics (SIL)* 1:55-63.
- Yokwe, E. M. 1986. "The Tonal Grammar of Bari." PHD Thesis, Urbana-Champaign: Univ. of Illinois.
- Yongo-Bure, B. 2006. "Education for sustainable development in Southern Sudan." in *7th International Sudanese Studies Conference*. Bergen (Norway): Bergen University (CD Rom).